Cyan Magenta Jaune Noir

ADRESSE À LA NATION DU CHEF DE L'ETAT À L'OCCASION DU NOUVEL AN

« J'encourage la classe politique à garder le cap sur les points de convergence... »

P.4

N° 412 du 03 janvier 2018

Le Standard

Prix : 3000FG

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

ENTREPRISES LOCALES FACE AUX PASSATIONS DE MARCHÉS PUBLICS

Charité bien ordonnée ne commence pas toujours par soi-même en Guinée !

P.3

A cause d'attitudes dont on a sacrément de mal à saisir la portée, les entreprises guinéennes, dans un univers concurrentiel impitoyable, sont quasiment abandonnées à elles-mêmes, ne bénéficiant pratiquement pas d'appuis conséquents de la part de leurs propres Pouvoirs publics. Pire, ce sont le plus souvent des entreprises étrangères qui leur mènent la vie dure en raflant tout sur leur passage, au niveau local comme à l'international en termes de financements. Ce qui n'est hélas pas sans engendrer des conséquences incalculables pour le devenir de ces entreprises guinéennes, par ricochet de l'économie nationale….

P.3

SÉKOU SOUAPÉ KOUROUMA SUR LES ÉLECTIONS LOCALES...

« Nous allons provoquer un AVC électoral aux partis d'opposition »

PHASE FINALE DU CHAN 2018

Calendrier complet des rencontres

P.11

GEORGE WEAH À LA TÊTE DU LIBERIA

Aboubacar Titi Camara se souvient du parcours de l'homme !

P.6

ADMINISTRATION TERRITORIALE

Les recommandations de la retraite des gouverneurs et préfets à Kindia

Les 27 et 28 décembre 2017, s'est tenue à Kindia, dans la salle de conférence de l'ENI, la retraite de l'Administration territoriale regroupant les huit (08) Gouverneurs de Région et les trente-trois (33) Préfets sous la présidence d'honneur de Mamady Youla, Premier ministre, Chef du Gouvernement, accueilli par Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le général Bouréma Condé, entouré de ses principaux collaborateurs.

L'objet de la retraite était d'évaluer la pratique de la Gouvernance Territoriale en vue de renforcer les capacités des Gouverneurs de Régions et des Préfets afin de leur permettre de mieux exercer les fonctions d'administrateurs territoriaux de développement pour une bonne gouvernance participative.

Pour atteindre les objectifs de la retraite, différents thèmes ont été exposés par d'éminents cadres du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, à savoir : la correspondance administrative ; la déontologie de l'Autorité Administrative Territoriale ; les constats sur le fonctionnement des Administrations déconcentrées et décentralisées et l'application des directives administratives. Il y a eu également des échanges sur les préoccupations et questions spécifiques par région. Après de fructueux débats contradictoires mais constructifs, la retraite des Administrateurs territoriaux a abouti aux recommandations suivantes : ré-institutionnaliser la conférence administrative nationale au cours de laquelle les préoccupations des Administrateurs territoriaux étaient partagés avec les autres départements sectoriels ; mettre à disposition des supports aux thèmes développés pendant la retraite ; vulgariser les textes légaux et règlementaires intéressant le fonctionnement de l'Administration Territoriale ; organiser un atelier sur le maintien d'ordre pour les Administrateurs territoriaux ; mettre à la disposition des Administrateurs territoriaux des moyens conséquents pour le maintien d'ordre en prélude aux élections locales 2018 ; en appeler à l'amélioration des relations de travail entre les autorités administratives et les autorités judiciaires ; mettre à la disposition des administrateurs des moyens matériels, logistiques et financiers pour leur permettre d'assumer efficacement et pleinement leurs missions ; renforcer les capacités des administrateurs territoriaux à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication ; mettre en route une délégation représentative des Administrateurs territoriaux composée de Gouverneurs et de Préfets sous l'égide de Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation vers Monsieur le Président de la République pour un plaidoyer.

Enfin la retraite a remercié et félicité Monsieur le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour cette initiative de rencontre réussie et aussi pour son succès éclatant dans la conduite du dialogue politique dans notre pays.

Mamy Dioubaté

Le Standard

Boulbinet 4è Avenue à Côté de la station Triomphe
Récépissé N°132/PR/TPI/K/2007
Tél : 622 98 34 97 Conakry Guinée

Fondateur
Hassane KABA
kabahassane1969@gmail.com

Directeur de Publication
Alpha Camara
657 270242/662 371726
alphacamara2005@gmail.com

Rédacteur en Chef

Secrétaire Général
Chérif Djiba Sanoh

Comité de rédaction :
Moussa Soumah, Oumar Soumah, Aly Camara, Richard Dassassa, Kataco Katom, Chérif Djiba Sanoh, Laminé Diané

Saisie :
Djamila Sona Sanoh

Impression :
Sékou Chérif

Distribution :
Mamoudou Diallo

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA COMMUNICATION DU BURKINA FASO :

La Présidente de la HAC décorée

Madame Martine CONDE, Présidente de la Haute Autorité de la Communication (HAC) a reçu la distinction commandeur de l'ordre du mérite des Arts, des Lettres et de la communication avec agrafe radio, télévision, presse écrite pour s'être distinguée de par son ardeur et abnégation au travail. La cérémonie de décoration s'est déroulée ce vendredi, 29 décembre 2017 au siège du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) du Burkina Faso, à Ouagadougou, en présence de hautes autorités de l'Etat, ainsi que toutes les institutions.

Selon Jean de Dieu Vokouma, Président du CSC, son institution se réjouit de la distinction de toutes ces personnalités qui ont contribué de façon inlassable à l'atteinte de leurs missions au cours de l'année écoulée.

Avant de formuler ses vœux de « bonne santé, prospérité et bonheur » à l'assistance.

Votre éditorial

Nouvel An 2018 : L'espoir est permis en dépit de tout…

Les formulations de vœux vont naturellement se multiplier en ce début de nouvel An 2018. En ce qui nous concerne, à vous nos chers et fidèles lecteurs, surtout à tous nos compatriotes, nous les voulons les meilleurs possibles. Puisse ce nouvel An conduire notre pays vers des lendemains meilleurs !

Cela dit, pour pouvoir y parvenir, il faut avant tout vouloir ces lendemains meilleurs. Et nous n'aurons la réelle possibilité d'atteindre le but escompté que si nous nous donnons véritablement les moyens de notre commune réussite. Et à ce niveau, sans vouloir aucunement faire dans la forfanterie, ni dans la complaisance, nous disons que le bel exemple ne doit pas venir seulement que de là-haut.

Certes, il incombe pas mal d'obligations à nos leaders du moment, particulièrement au Président de la République sur lequel pèse d'ailleurs une obligation de résultat. Cependant que chacun de nous, guinéen, à quelque niveau que ce soit, peut parfaitement contribuer à relever le défi, au lieu de faire le plus souvent dans la critique stérile. Conformément d'ailleurs au célèbre adage qui dit que « la critique est aisée, l'art est difficile ». Nous adjoindrions volontiers à cet adage cet autre qui affirme que « c'est au pied du mur qu'on voit le vrai maçon ». A chacun donc la responsabilité de ses actes, y compris de ses propos souvent tenus sur la place publique.

En ce qui nous concerne, nous nous voulons davantage optimistes par rapport à l'avenir de notre pays. Et croyez-moi, très chers lecteurs, pour peu qu'on soit positif, voire même honnête, il y a lieu de reconnaître que la Guinée d'aujourd'hui n'est plus ce qu'elle était il y a quelques petites années seulement.

Au risque de sombrer dans un discours laudateur, nous nous contenterions simplement de demander d'ouvrir grandement les yeux pour voir rien que ce qui a pu être réalisé à la faveur des fêtes tournantes de l'indépendance nationale dans certaines villes de l'intérieur du pays en termes de rénovations, réhabilitations, reconstructions d'édifices publics, sans oublier les bitumages de certaines artères.

A côté de ce qui est d'ores et déjà réalisé et qui est assez visible sur le terrain, il y a la bonne disposition d'esprit de l'actuel Président de la République à vouloir vaille que vaille faire de son pays une république émergente. Aussi, il ne ménage nullement sa peine pour diriger vers la Guinée les nombreux investissements nécessaires.

Certes, tout n'a pas été parfait dans ce qui a été entrepris ou déjà réalisé, mais de là à n'y voir que des perspectives totalement sombres, il y a manifestement une bonne dose de mauvaise foi dont il ne serait point facile du tout de venir à bout. Sauf que le chien aura beau continué d'aboyer, il devrait être toujours possible à la caravane guinéenne d'avancer. Avec cette obligation patriotique qui incombe à chaque fille et chaque fils de notre pays de tout mettre en œuvre pour baliser ensemble le chemin.

Il va de soi que la tâche reste malgré tout encore colossale, mais ce n'est ni en rechignant à la tâche, ni en se livrant à des entreprises de sape, quelles qu'elles soient, que cela augurera de lendemains meilleurs pour notre pays.

Feu Aboubacar Demba chantait dans un de ses titres-fétiche qu'on n'est jamais mieux que chez soi. Si cela est vrai, et nous pensons que cela l'est véritablement, nous gagnerions en ce début de nouvel An à être surtout habités par le positivisme. Les nombreux gâchis survenus dans notre pays, sur fond de pas mal d'échecs, devraient nécessairement nous conduire à tirer de bonnes leçons. Et ce serait tant mieux si nous caressons le doux rêve de mettre à profit la nouvelle année pour franchir de nouvelles étapes conduisant au progrès et à la prospérité pour tout notre peuple. Autant dire qu'en ce qui nous concerne, l'espoir ne saurait être perdu pour notre cher pays. Tout au contraire, il est plus permis que jamais.

Bonne et Heureuse Année 2018. Puisse Allah, le Clément et Miséricordieux guider nos pas et inspirer positivement nos dirigeants.

La rédaction

ENTREPRISES LOCALES FACE AUX PASSATIONS DE MARCHÉS PUBLICS

Charité bien ordonnée ne commence pas toujours par soi-même en Guinée !

A cause d'attitudes dont on a sacrément de mal à saisir la portée, les entreprises guinéennes, dans un univers concurrentiel impitoyable, sont quasiment abandonnées à elles-mêmes, ne bénéficiant pratiquement pas d'appuis conséquents de la part de leurs propres Pouvoirs publics. Pire, ce sont le plus souvent des entreprises étrangères qui leur mènent la vie dure en raflant tout sur leur passage, au niveau local comme à l'international en termes de financements. Ce qui n'est hélas pas sans engendrer des conséquences incalculables pour le devenir de ces entreprises guinéennes, par ricochet de l'économie nationale….

Le Président de la République, le Pr Alpha Condé, a beau être habité par les intentions les meilleures au monde pour son pays, il reste qu'il est souvent bien ardu de parvenir à leur réalisation concrète faute d'appuis conséquents de la part de certains de ses proches collaborateurs. Dans le cas concret de passations des marchés publics, certes il s'est plusieurs fois solennellement engagé à veiller scrupuleusement à ce que les intérêts nationaux soient sauvegardés, sans vouloir aucunement faire dans la phobie de l'étranger. Il n'est d'ailleurs pas le seul Chef d'Etat à vouloir agir ainsi, puisque partout ailleurs aucun projet de développement ne saurait être conduit sans l'apport d'une touche locale, autrement dit des entreprises locales. C'est ainsi que Barack Obama, alors Président des Etats-Unis, pendant qu'il était en visite officielle au pays de Nelson Mandela, lançait à la face du monde que les pays africains avaient tout intérêt à revaloriser leurs compétences locales. Seulement, comment pourrait-on y parvenir si l'opportunité n'est pas du tout offerte ? Est-il réellement possible d'y parvenir lorsque le soutien indispensable attendu en premier des gouvernants africains fait manifestement défaut ?

Il est vrai que cela ne saurait être le cas de tous les pays africains, et nos entreprises, celles de la Guinée, en savent bien quelque chose. Pour ce qu'il est de chez nous, la réalité est qu'il faudrait sans doute attendre encore pour véritablement voir la donne s'inverser. Pour preuve…

De 2004 à 2017, les entreprises guinéennes n'ont guère été sollicitées en vue de l'exécution des travaux financés par les bailleurs de fonds. Et lorsqu'elles l'ont été, ce ne fut que pour les travaux de voiries urbaines, avec ce détail important que le financement émanait du Budget National de Développement (BND). Un budget alimenté pour l'essentiel par les efforts du contribuable guinéen.

Dans le gros lot des entreprises locales laissées pour compte, il faut dire que seule l'entreprise GUITER a bénéficié de travaux de réhabilitation et de construction de deux routes nationales. Bien entendu que cette situation a perduré, au point de décourager complètement les initiatives et compétences locales.

Avec toutefois les sorties et engagements répétés du Chef de l'Etat, d'aucunes parmi nos entreprises locales avaient commencé à entrevoir une prochaine sortie du bout du tunnel, surtout que notre Gouvernement vient d'initier des projets devant enfin être financés par les bailleurs de fonds, sous forme bien entendu de prêts. Du coup, il n'y a pas mal de questions que les entreprises guinéennes se posent, dont certaines (les suivantes) pourraient être des plus pressantes.

saA défaut de bénéficier de l'exécution de projets, où est-ce que nos entreprises vont-elles en fin de compte acquérir l'expertise, voire l'expérience nécessaire quand on sait qu'il faut être aux manettes pour y parvenir ? Comment pourraient-elles soigné leurs chiffres d'affaires en dehors de leur propre pays, la Guinée, lequel, à la différence de bien de pays dont des super puissances, ne leur manifeste pas l'appui nécessaire, à fortiori leur accorder des marchés ? Comment les entreprises étrangères ont-elles pu gagner en expérience et soigné leurs chiffres d'affaires ? Quelle chance pour les entreprises guinéennes d'aller chercher ailleurs des capacités, si les portes de leur propre pays leur sont hermétiquement fermées pour ce qu'il est de l'acquisition de projets financés par la Guinée elle-même sous forme de prêts ou même sur la base du BND ?

Le drame, vu tout ce qui précède, c'est que dans l'optique du renouveau en cours en Guinée, pour ce qu'il est spécifiquement de l'attribution ou acquisition de marchés sur la base de financements extérieurs, les entreprises locales semblent bel et bien abandonnées à leur triste sort, malgré la bonne volonté des entreprises guinéennes de se développer en créant des joint-ventures, partenariat ou groupement avec des entreprises étrangères des pays éligibles par les bailleurs de fonds afin d'acquérir de l'expérience dans la réalisation des grands projets d'infrastructures. Et il faudrait se creuser peut-être les méninges pour savoir comment celles provenant de l'étranger ont-elles pu aller en concurrence avec lesdites entreprises et remporté pratiquement la mise sur leurs dos. Même si à ce niveau, il est loisible d'imaginer ce qui, la plupart du temps, motive certains de nos décideurs. Lesquels oublient que par leurs méfaits, ils ne privent pas seulement les entreprises de chez eux des atouts nécessaires à la concurrence, mais bien pire hélas. Pendant que nous y sommes, il y a lieu de se demander où va l'argent de la Guinée à travers maintes passations de marchés publics et combien reste en Guinée avec nos entreprises locales ? C'est à ce niveau qu'il faudrait certainement situer toute la problématique émanant de nos propres contradictions.

Il va de soi qu'il ne fait guère plaisir de voir un « cordonnier mal chaussé ». Vous avez dit « charité bien ordonnée commence par soi-même » ? Dans le cas d'espèce, ce ne semble pas toujours le cas en Guinée. Nous y reviendrons certainement…

Moussa Soumah

NOUVEL AN

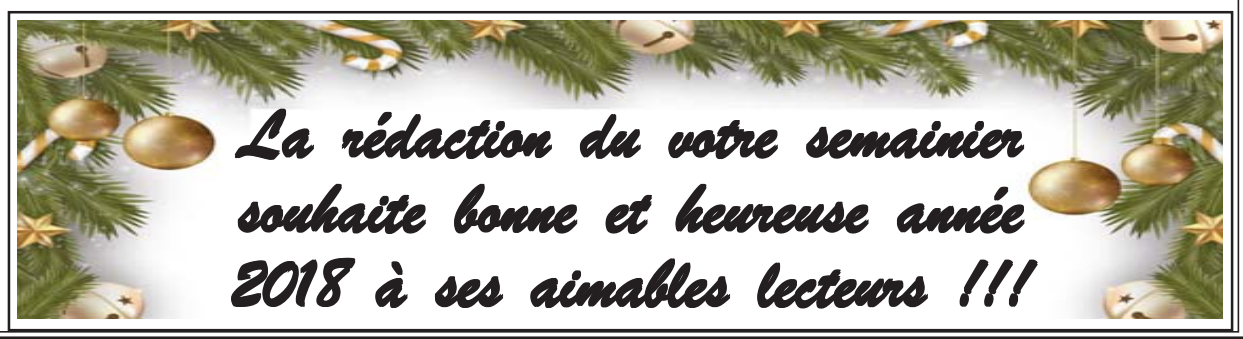
Les vœux et attentes des Guinéens pour 2018

Le nouvel an offre l'opportunité de se souhaiter, en famille ou au service, les meilleurs vœux pour les douze prochains mois. Cette année 2018, qui vient de débuter, ne déroge pas à ce qui semble s'être établi comme une règle aussi bien en Guinée que dans le reste du monde.

L'année 2017 en Guinée, on le sait, s'est caractérisée par la gestion du pays par le gouvernement Mamady Youla, l'équipe qui a été mise en place par le Pr Alpha Condé quelques mois après sa réélection à la magistrature suprême de notre pays. Et le moins qu'on puisse dire et écrire, c'est que le bilan annuel de ladite équipe est plutôt mitigé. Les prix des denrées de première nécessité ont connu une flambée, au grand dam des pauvres consommateurs qui n'ont eu que leurs yeux pour pleurer. L'école guinéenne a été sérieusement secouée par des mouvements de grève. L'insécurité et l'impunité ont battu leur plein à travers le pays. Si les paisibles citoyens ne se font pas tuer à domicile, ils sont l'objet d'attaque à main armée le long de certains axes routiers du pays. Fait nouveau, les enlèvements d'opérateurs économiques ou de leurs proches sont devenus monnaie courante. Quid des infrastructures routières dont les travaux de reconstruction ont donné par endroits le tournis à plus d'un automobiliste. Comme points positifs, l'on peut citer notamment la poursuite des travaux du comité de suivi de l'accord politique inter-guinéen présidé par le Général Bouréma Condé, ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Il y a aussi la signature, avec la Chine, de l'accord-cadre portant sur 20 milliards de dollars US et la levée de 21 autres milliards lors du Forum de Paris pour financer le programme de développement du pays.

Le souhait de tous les Guinéens patriotes, c'est de voir ces acquis se renforcer en 2018 et de tout mettre en œuvre pour combler les lacunes de gestion et de gouvernance constatées jusque-là. Ce qui, à coup sûr, redonnera espoir à ces millions de Guinéennes et de Guinéens qui, après 59 ans d'indépendance de leur pays, continuent de vivre dans la précarité. Le gouvernement, dans l'exécution de sa feuille de route, devrait s'assurer que les populations des centres urbains et celles des campagnes constatent chaque jour une amélioration, aussi légère soit-elle, de leurs conditions de vie et de travail. Sur le plan politique, il est à espérer que le virage des prochaines élections communales (prévues pour le 4 février) sera négocié avec tact et responsabilité par tous les acteurs concernés pour éviter à notre pays des troubles inutiles.

Oumar Soumah



ADRESSE À LA NATION DU CHEF DE L'ETAT À L'OCCASION DU NOUVEL AN

« J'encourage la classe politique à garder le cap sur les points de convergence… »

Guinéennes et Guinéens ; Mes chers compatriotes

En ce début de l'année 2018, je voudrai présenter à chacun d'entre vous, à vos familles ainsi qu'à tous vos proches, tous mes vœux de santé, de bonheur et de prospérité.

Je souhaite à chacun d'entre vous, Guinéens de l'Intérieur, comme de l'Extérieur, une vie meilleure, en espérant que ceux qui connaissent des moments difficiles, surmontent toutes les épreuves dans la paix et la dignité.

Aux ressortissants des pays frères et amis qui ont choisi de vivre chez nous, j'adresse mes meilleurs vœux et je veux les rassurer de notre traditionnelle hospitalité.

Ces vœux s'adressent également à nos forces de défense et de sécurité qui sont dévouées à la protection de notre territoire et contribuent avec courage, aux côtés de leurs frères d'armes de la Minusma, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans notre région.

La nouvelle année marque le soixantième anniversaire de notre indépendance nationale, acquise après le vote historique du 28 septembre 1958, qui a conduit notre pays à la souveraineté internationale et fait de notre peuple, une communauté profondément attachée à la liberté et à la construction de l'unité africaine.

Je suis fier de partager avec vous, la célébration de cette période de notre histoire, au moment où je m'apprête à transmettre le flambeau de la présidence en exercice de l'Union Africaine.

Cette présidence de l'Union Africaine a permis à notre pays de hisser très haut, la vision que notre continent a sur les grandes causes du moment que sont, la paix, les luttes contre le terrorisme, le péril climatique, ainsi que l'engagement qu'il a pour un développement économique centré sur l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Les périls humains auxquels sont exposées certaines de nos populations qui bravent les mers, au risque de leurs vies, nous interpellent, surtout lorsque s'étale sous nos yeux, le drame du trafic d'êtres humains dévoilé récemment en Libye et qui mobilise notre conscience d'africain et de citoyen du monde.

Guinéennes et Guinéens,

Dans quelques semaines, nos citoyens participeront à de nouvelles consultations électorales avec la tenue des élections communales que je souhaite consensuelles et apaisées.

J'encourage la classe politique à garder le cap sur les points de convergence qui peuvent aider notre pays à privilégier la défense de l'intérêt général et le respect de nos lois, face à certaines manifestations injustifiées qui sont susceptibles de troubler l'ordre public et la quiétude de nos villes et campagnes.

Le dialogue politique ouvert en 2011, nous a permis de franchir des étapes, avant d'arriver à l'accord conclu le 20 août 2015

et revisité en 2016, avec pour principal contenu : une réforme partielle de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), ainsi que la révision du code électoral soumise à l'Assemblée nationale. Il faut également noter l'adoption du code général des collectivités locales, la libération de toutes les personnes interpellées dans le cadre des manifestations publiques. L'identification et la poursuite des auteurs des violences durant les manifestations politiques sont en cours. L'inscription d'un taux forfaitaire dans la Loi des Finances 2017 en faveur des victimes concernées par les manifestations politiques est également engagée. A ce propos, nous avons une pensée à l'endroit des victimes des violences politiques d'avant l'indépendance jusqu'aujourd'hui.

C'est dans ce sens que j'invite le Gouvernement et les partis politiques à poursuivre le dialogue et à se pencher sur toutes les réformes futures susceptibles de préserver et d'améliorer nos acquis démocratiques, notre stabilité et notre volonté de vivre ensemble.

Mes chers compatriotes

Notre pays est porteur de nombreux projets économiques depuis la conclusion avec le Fonds monétaire international (FMI) d'un accord au mois de décembre 2017. Ce dernier inaugure un nouveau programme de facilité élargie de crédit par lequel, la Guinée a la possibilité d'obtenir des prêts non concessionnels à hauteur de 650 millions de dollars, en complément d'autres financements identifiés pour le plan triennal 2017-2020. Un financement de projets prioritaires de 20 milliards de dollars a été également conclu en septembre 2017, avec la Chine, sur une durée de 20 ans. Il concerne les infrastructures et les secteurs vitaux de notre économie. Trois milliards seront déjà disponibles dès 2018, pour la construction de la route Coyah-Mamou-Dabola, l'assainissement des voiries de Conakry, la construction de la première université sur les quatre prévues. Sont également programmés le financement de la ligne de transmission électrique Linsan-Fomi, l'extension du port de Conakry et la construction du barrage hydro électrique de Souapiti.

Dans le domaine économique et social, à la réunion du 16 novembre dernier à Paris, du groupe consultatif pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES), la Guinée s'est vu accorder 21 milliards de dollars de promesses d'engagement en lieu et place des 14 milliards attendus.

Après 24 années de fermeture, l'usine militaire de confection de tenues va s'ouvrir au camp Alpha Yaya, avec un coût de réalisation de 32 millions de dollars et la création de 1558 emplois.

Des investissements importants destinés à soutenir le monde rural seront faits dans le domaine de l'agriculture afin de diversifier notre potentiel agricole et nos variétés de culture. L'accent est mis sur la culture de la noix de cajou, du café, du cacao, du sésame de l'huile de palme. Les aménagements des espaces cultivables pour le riz, ont été d'ores et déjà engagés pour réduire notre dépendance extérieure.

A la faveur de notre politique minière, d'importants investissements ont été réalisés dans ce secteur, notamment, dans la mise en exploitation d'une nouvelle mine de bauxite à Boké, promue au rang de zone économique. La construction d'un terminal à conteneurs dans le port de Kamsar et la rénovation des infrastructures ferroviaires sont également projetées. Ces réalisations seront achevées en 2020. Elles font aujourd'hui de notre pays, un des plus grands producteurs de bauxite au monde. Plus de deux milliards de dollars d'investissement sont prévus pour les prochaines années. Par ailleurs, des programmes d'électrification des communes rurales et la valorisation des énergies renouvelables, sont en cours d'exécution.

Guinéennes et Guinéens

Notre programme national de développement économique et social s'exerce aujourd'hui dans un contexte politique serein. Cette gouvernance confirme notre ancrage dans la démocratie, qui est la base de notre stabilité politique. A ce jour, toutes les institutions prévues par la constitution, ont été mises en place.

Nous poursuivrons la réforme des forces de défense et de sécurité, qui a permis de rapprocher les services de sécurité des populations et a changé radicalement l'image des forces de défense et de sécurité dans l'opinion nationale. Par ailleurs les états généraux de la sécurité routière, et la tenue de la semaine nationale de la citoyenneté ont contribué à renforcer le civisme et le respect de la loi.

Dans cet esprit, la réforme de la justice a été amorcée dès 2011. Elle a pour objectifs de rapprocher la justice du citoyen, de crédibiliser le système judiciaire, et de créer un environnement judiciaire favorable conforme à un état de droit.

La Guinée dispose d'un cadre institutionnel propice à l'exercice des libertés, comme celle de la presse, avec une loi qui dépénalise les délits de presse. L'existence d'une institution indépendante de régulation composée de responsables des associations de presse s'inscrit dans ce cadre.

J'encourage la presse publique et privée à continuer d'œuvrer pour la défense de nos valeurs démocratiques, dans le respect de nos lois et règlements, afin de mieux asseoir notre démocratie.

Guinéennes et Guinéens, mes chers compatriotes

La promotion de la femme est un axe essentiel de la politique sociale du Gouvernement. Je voudrai à ce titre, rappeler que de nombreuses initiatives destinées à promouvoir l'autonomisation des femmes sur le plan économique ont été prises. Une banque de micro finance destinée aux femmes a été mise sur pied sur l'ensemble du territoire national. Cette banque permet aux femmes d'accéder à des ressources avec des conditions avantageuses. Des investissements importants ont été réalisés pour promouvoir des activités dans l'artisanat, le maraîchage et la teinture. Ainsi que dans le développement de la filière du beurre de karité, le miel et le fonio. La politique de promotion de la femme a intégré la dimension du genre dans l'accès aux postes de décision. Une direction Genre et Equité a été créée au sein de tous les départements ministériels. Par ailleurs la lutte contre les mutilations génitales féminines constitue une priorité dans la politique de protection de l'intégrité physique de la femme. La scolarisation et le maintien de la jeune fille à l'école, la lutte contre le mariage précoce s'inscrivent dans le même esprit.

Guinéennes et guinéens

Je voudrai surtout m'adresser aux jeunes qui occupent une place importante dans notre projet de société et dans les investissements à venir.

Un ensemble de projets sera mis en œuvre dès ce mois de janvier 2018, conformément à la volonté de l'Union Africaine de consacrer la nouvelle année au thème « investir dans la jeunesse ».

Un des actes importants posés pour la promotion des jeunes est l'élaboration de la politique d'insertion dans le circuit de l'économie nationale. Un programme national doté d'un fonds important a été mis en œuvre pour permettre aux jeunes de créer des entreprises et de faciliter leur accès aux nouvelles technologies. Des maisons de jeunes, équipées de matériels informatiques ont été construites dans les communes de la capitale. Des centres multifonctionnels sont en cours d'édification à Conakry.

Une politique volontariste en matière de santé publique a été mise en œuvre pour inverser les tendances observées dans ce domaine en Guinée. Le taux de couverture vaccinale est presque complet. Il en est de même du nombre de centres de santé communautaire et de structures préfectorales qui se sont accrues. Nous avons également amélioré la capacité nationale de riposte aux épidémies.

Dans le domaine de l'éducation nationale, une réforme en profondeur est en cours avec l'organisation des états généraux dans ce domaine, prévue prochainement. Dans un premier temps, les efforts ont été concentrés sur les formations de base. Près de 10.000 classes ont été construites dans l'ensemble du pays. Plus de 5.000 enseignants ont été recrutés. Le recensement biométrique et l'introduction du traitement informatique des dossiers d'orientation et de gestion des étudiants ont contribué à une meilleure maîtrise des effectifs dans l'enseignement supérieur. Le système national d'enseignement s'oriente de plus en plus vers la prise en compte de l'adéquation entre formation et emploi et celle des attentes des employeurs. Un accent particulier a été mis sur l'enseignement technique, avec entre autres, la construction de nouveaux centres de formation. Nous allons doter nos forces de sécurité de moyens conséquents leur permettant de mettre fin à l'insécurité et au grand banditisme.

Je souhaite que l'année nouvelle soit pour nous tous, une occasion d'offrir encore à notre pays, le meilleur de nous-mêmes.

A tous et à toutes, je souhaite une bonne et heureuse année 2018

Transmis par le Bureau de Presse de la Présidence

ALLIANCE RPG–GPT

L'idée ne passe pas chez certains jeunes du parti de Kassory Fofana

Au compte des élections locales du 4 février 2018, le RPG Arc-en-ciel et le GPT évoluent sur la même liste. Cette alliance a été scellée entre le président Alpha Condé et son ministre Kassory Fofana. Lors de l'assemblée générale du parti ''Guinée Pour Tous'' qui s'est tenue le samedi 30 décembre 2017, des cadres ont tenté de convaincre des jeunes militants sur cette alliance, mais en vain.

Bien que cette nouvelle sur l'alliance entre ces deux partis ait été largement expliquée par le président Kassory Fofana lors de la précédente assemblée, cette décision est mal perçue par certains militants engagés de GPT.

Pour convaincre les jeunes cadres dudit parti, le président de séance, Dr Ahmed Soumaré, a dit que « le parti ''Guinée Pour Tous'' avait fini d'établir ses listes de candidatures dans toutes les circonscriptions, où il voulait présenter des candidats. C'est à la demande donc du chef de l'Etat que le parti a fait marche arrière pour faire des listes communes avec le parti au pouvoir ».

Poursuivant son explication, il a déclaré : « Toutes les listes étaient déposées et les cautions payées, le GPT a été l'un des premiers à avoir déposé ses listes de candidatures. Mais on a dû retirer finalement nos listes, parce que le président de la République a demandé avec insistance à ce qu'on aille avec le RPG à ces élections. Et si on ne l'avait pas accepté, on allait porter atteinte aux bons rapports entre le président Kassory et le président de la République, deux personnalités qui sont en train d'aider notre pays à avancer ».

L'autre propos qui n'a pas plu aux militants, c'est quand Dr Soumaré a dit ceci : « je demande aux responsables, cadres et militants de GPT, de rester sereins et de se mobiliser derrière le président Kassory Fofana. S'il nous dit de monter on monte et s'il nous dit de descendre on descend. Quels que soient les quotas que nous aurons sur les listes de candidatures, acceptons ça et respectons ça, parce que tout le monde ne peut pas être candidat. Donc, cela ne doit pas nous décourager. Au contraire, nous devons resserrer les rangs et soutenir les candidats choisis ».

A noter qu'au sein de cette formation politique, la frustration se sent au niveau de jeunes cadres qui aspiraient à devenir conseillers.

Alpha Camara

SÉKOU SOUAPÉ KOUROUMA SUR LES ÉLECTIONS LOCALES…

« Nous allons provoquer un AVC électoral aux partis d'opposition »

Le parti au pouvoir, le RPG Arc-en-ciel, était en assemblée générale le samedi 30 décembre à son siège à l'aéroport. La mobilisation des troupes pour les élections locales et la colère des artistes ont été les points essentiels de la rencontre.

A un mois de la tenue des élections locales du 4 février 2018, les partis politiques en lice affûtent leurs armes. Du côté du RPG, les préparatifs vont bon train pour éviter que les partis politiques de l'opposition s'accaparent la totalité des communes en Guinée.

Dans son discours, l'honorable Mohamed Lamine Kamissoko appelle les militants à se mobiliser derrière le parti : « Les gens ont souvent dit que le professeur Alpha Condé n'a plus de militants, que le RPG n'existe plus. Alors, le moment est venu pour leur répondre. Vous qui êtes là militants et responsables, votre ambition est l'ambition du Professeur Alpha Condé. Là où nous sommes, si nous voulons consolider le RPG, si nous voulons consolider notre pouvoir, il faut que chacun s'y mette, il faut que chacun accepte de travailler pour que nous ayons plus que les 2/3 des 38 communes urbaines de la République de Guinée ».

Pour sa part, Sékou Souapé Kourouma est rassuré de la victoire de son parti lors du scrutin : « Je vais vous dire une chose, l'année prochaine, nous allons provoquer un AVC électoral aux partis d'opposition. Et cet accident cardiovasculaire cérébral sera absolument placé dans un processus irréversible. Donc, mobilisez-vous pour que la victoire soit totale et absolue ».

Parlant des représentativités des personnes sur les listes de candidatures, il a dit ceci : « Il faut que les militants comprennent que le RPG n'est pas à sa première élection, ce n'est pas la deuxième, et ça ne sera pas la dernière. Ceux qui ne sont pas concernés par rapport à ces listes, doivent savoir qu'ils sont des militants et donc ceux qui sont choisis sont des militants. S'ils ne sont pas sur les listes maintenant, prochainement ils pourront se retrouver sur les listes du parti. Ceux qui sont choisis sont nos candidats, nous devons les soutenir, nous devons leur donner notre appui total ».

A noter qu'au cours de cette rencontre, les artistes ont manifesté contre certains cadres du RPG pour le non-paiement de leurs émoluments qui s'élèveraient à 500 millions de francs guinéens. Des émoluments offerts par le président Alpha Condé.

Alpha Camara

CELLOU DALEIN SUR LE DÉPÔT DES LISTES DE L'UFDG

« Nous n'avons pas pu être prêts dans la constitution des dossiers seulement pour 17 communes rurales »

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée a animé son assemblée générale le samedi 30 décembre 2017 à son siège à Commandayah. Cette dernière rencontre de l'année 2017 a été présidée par son président, Cellou Dalein Diallo. Au cours des débats, il a parlé des préparatifs des élections locales, tout en dénonçant la mauvaise gestion du pouvoir en place.

Plusieurs cadres dudit parti ont pris part à cette rencontre. Dans son discours, il a précisé que son parti a déposé des listes presque dans toutes les circonscriptions en Guinée : « Aujourd'hui, nous avons pu déposer des listes dans toutes les sous-préfectures, sauf dans 17 communes rurales. Les 304 sous-préfectures ont été couvertes ; mais, nous n'avons pas pu être prêts dans la constitution des dossiers seulement pour 17 communes rurales. Sur les 342 communes, l'UFDG, à la date limite du dépôt des candidatures, avait déposé les dossiers complets dans 325 communes rurales. C'est un record ».

Pour avoir atteint cet objectif, il a félicité et remercié les fédérations, les sections et les comités de base du parti.

Et d'ajouter : « Notre combat n'est pas d'être tête de liste mais de changer la Guinée. Cela va commencer par améliorer la gouvernance dans la gestion de nos communes. Avec l'UFDG, la gestion de nos communes sera vertueuse, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui avec le RPG ».

Pour ce qui est du retard accusé par son parti pour le dépôt des listes de candidatures dans certaines circonscriptions, Cellou Dalein Diallo s'est justifié en ces termes : « Dans les 17 communes rurales où nous n'avons pas pu déposer la liste à temps, c'est parce que nous avons eu des difficultés soit dans la composition des listes, soit dans la réunion des dossiers requis. Il faut reconnaître que ce n'était pas facile parce qu'il fallait des cartes d'identité, des jugements supplétifs, des extraits de naissance, des casiers judiciaires dont la délivrance n'a pas été facile. Mais, nous avons pu réunir les dossiers complets pour les 325 communes ».

Selon Cellou Dalein Diallo, ces problèmes sont dus à la mauvaise gestion du président Alpha Condé : « Il n'est pas à la hauteur de cette noble fonction. Certains Guinéens ont pris du temps pour comprendre ; mais, aujourd'hui, l'écrasante majorité de notre peuple a compris que monsieur Alpha Condé n'est pas à la hauteur ».

Alpha Camara

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU LIBERIA

« Le parlement de la CEDEAO doit être fier aujourd'hui de voir un de ses éléments qui a été élu », *selon Hadja Aissata Daffé*

Après la publication des résultats de l'élection présidentielle par la Commission électorale nationale qui a porté George Weah à la tête du Liberia, le groupe parlementaire de l'alliance républicaine, à travers l'honorable Hadja Aissata Daffé, a parlé de sa collaboration avec l'ancien sénateur au parlement de la CEDEAO.

Tous membres du parlement de la CEDEAO, George Weah et Hadja Aissata Daffé ont beaucoup travaillé ensemble. « Je me réjouis sincèrement de l'élection du sénateur George Weah parce que c'est quelqu'un que je connais très bien. Nous avons travaillé ensemble au parlement de la CEDEAO. Il était dans la commission Sport avec honorable Bah Fisher comme président de cette commission. Nous avons tissé de très bonnes relations. Et pratiquement, tous les députés du parlement ont souhaité que leur collègue soit élu. C'est une réjouissance pour nous aujourd'hui ».

La députée de l'UFR croit à la réussite de l'homme : « Je crois que c'est quelqu'un qui veut faire beaucoup pour le Liberia et il sera en mesure de tenir ses promesses de campagne. Nous l'avons beaucoup côtoyé. C'est quelqu'un de très ouvert, très social et qui aime beaucoup partager. Quand il nous a trouvés au parlement, il ne s'est pas montré comme ancienne star du football africain. Il s'est conformé au groupe, lui en tant que sénateur et nous en tant que députés. Nous avons travaillé ensemble et on faisait tout ensemble. Le parlement de la CEDEAO doit être fier aujourd'hui de voir un de ses éléments qui a été élu comme Président de la République ».

Hadja Aissata Daffé pense qu'il continuera à tisser ses relations au niveau de la sous-région pour que celles-ci puissent être raffermies entre les différents pays, surtout de la CEDEAO parce qu'il connait très bien comment fonctionne le parlement. Ça fait trois ans depuis qu'il est avec nous au niveau de ce parlement et on sait à peu près quel homme d'Etat est devenu Président au Liberia ».

Alpha Camara

GEORGE WEAH À LA TÊTE DU LIBERIA

« Que l'espoir suscité ne puisse pas être une désillusion », *souhaite Hon. Ousmane Gaoual*

Après le groupe parlementaire Alliance Républicaine, c'est au tour des Libéraux-démocrates de se prononcer sur l'élection du désormais ancien sénateur au parlement de la CEDEAO, George Weah à la tête du Liberia. L'honorable Ousmane Gaoual Diallo pense qu'il est temps de miser sur l'espoir et moins sur l'expérience politique, mais sur le renouveau.

Selon lui, « c'est une nouvelle ère qui s'ouvre au Libéria ! Je pense que les Libériens ont misé sur l'espoir et moins sur l'expérience politique, mais sur le renouveau. C'est comme quand les Etats-Unis de 2008 ont choisi le Président Obama. Les gens ont voté plus l'espoir que sur l'expérience que les qualités d'homme d'Etat exprimées dans un parcours antérieur. Ce n'était pas un ancien ministre ou un ancien Premier ministre, un gouverneur ».

L'honorable pense que l'élection de George Weah à la tête du Liberia ressemble au parcours de Barack Obama aux Etats Unis : « C'était un sénateur et il a eu la même trajectoire qu'Obama de ce point de vue. Je crois que les Libériens ont choisi de se projeter dans l'espoir, dans la jeunesse, dans le renouveau plus que de miser sur l'ancien vice-président qui est un homme de l'appareil, un homme d'expérience politique et administrative. C'est quelque chose d'encourageant pour la démocratie en Afrique de dire que les Africains peuvent maintenant miser sur le talent comme d'autres pays le font ».

Il a cité plusieurs exemples qui démontrent qu'il faut miser sur l'expérience et le renouveau : « L'Autriche a un chef de gouvernement qui a à peine 35 ans, la France a misé sur Emmanuel Macron qui n'avait pas encore exprimé ses qualités d'homme d'Etat, il avait été un ministre éphémère dans un gouvernement qui était perdu ; mais, c'était plus l'expérience et ce n'était pas de la trempe Merkel, de Poutine ou de ceux qui ont gravi les échelons dans l'appareil politique de leur pays ».

Avant de terminer, il a dit que cette élection est un éclat important : « Pour nous, c'est très important que cela ait pu arriver au Libéria qui est un pays voisin. C'est un éclat important. Maintenant, il faut que chaque camp puisse absorber ce choc et que l'espoir suscité ne puisse pas être une désillusion. Nous allons nous-mêmes observer les premiers pas du Président Weah sur la scène africaine et internationale pour peu que cela ne soit pas une déception pour nous et qui découragerait d'autres pays de suivre cette trajectoire ».

Alpha Camara

GEORGE WEAH À LA TÊTE DU LIBERIA

Aboubacar Titi Camara se souvient du parcours de l'homme !

A l'issue d'un vote, le Ballon d'or 1995, l'ex-footballeur libérien George Weah a remporté le second tour de l'élection présidentielle du mardi dernier au Liberia. En Guinée, cette victoire de l'ancien international libérien à la magistrature suprême a fait réagir d'autres anciens footballeurs. C'est le cas par exemple de l'ex-capitaine du Syli national de Guinée, Aboubacar Titi Camara.

Selon lui, George Weah a été un exemple pour de nombreux joueurs africains. Il a précisé que cette élection est une marque de reconnaissance à l'homme : « C'est un sentiment de fierté qui m'anime suite à cette élection de George Weah. Il a commencé deux ans avant nous à jouer dans le championnat français. Je pense qu'il a été un modèle pour nous qui sommes de la génération 90. Et c'est quelqu'un que tout le monde admirait, il a fait une carrière vraiment assez remarquable. Sur le plan politique, c'est vrai que le chemin a été très long, mais il a enfin réussi à accéder à la magistrature suprême pour diriger son pays. Donc on ne peut que se réjouir et se féliciter de cette victoire ».

Après cette élection, l'ancien capitaine du Syli national, Aboubacar Titi Camara, se dit confiant par rapport aux capacités de l'homme : « C'est quelqu'un qui a un grand cœur et qui aime son pays. Maintenant c'est vrai que développer un pays, surtout un pays qui a connu des périodes difficiles, plusieurs années de guerre mais aussi Ebola tout récemment, n'est pas chose aisée. Mais moi je pense qu'il va s'atteler à réconcilier les Libériens, à améliorer leurs conditions de vie et à développer le pays ».

A rappeler que le sénateur George Weah avait pour la première fois échoué à la présidentielle de 2005 et à la vice-présidence en 2011 au Liberia.

Alpha Camara

LANSANA KOMARA SUR L'ÉLECTION DE WEAH

« Le plus important est qu'il puisse s'entourer d'une équipe compétente… »

Après l'élection de l'ancien joueur à la tête du Liberia, le parti présidentiel, le RPG Arc-en-ciel a réagi le vendredi 29 décembre 2017, à travers son secrétaire administratif, Lansana Komara. Dans cette réaction, il a souhaité que le nouvel élu soit entouré par une équipe dynamique pour le service de leur nation : « Je crois que l'élection de George Weah a montré une fois encore que la démocratie est en marche en Afrique. Nous ne pouvons que saluer cette élection. Je profite de l'occasion pour féliciter le candidat élu et lui souhaiter bonne chance et bon vent. Jeune ou vieux, ce n'est pas ce qui importe. Le plus important est qu'il puisse s'entourer d'une équipe compétente pour bien gérer son pays. Au fil du temps, nos conseils ne manqueront pas. Nous allons le voir à la tâche. Mais, dans un premier temps, nous souhaitons qu'il puisse travailler dans le sens de la volonté du peuple qui l'a élu».

Alpha Camara

DROITS DE L'HOMME EN GUINÉE

Le président de l'INIDH fait le point de la situation de 2017

Mamady Kaba est le président de l'Institution nationale indépendante des droits de l'Homme (INIDH). Dans cet entretien, il a fait le point sur la situation des droits humains en Guinée durant l'année écoulée.

Si l'institution nationale indépendante des droits de l'Homme a pour vocation, fondamentalement, de veiller au respect des droits et libertés des citoyens guinéens, à leur promotion et à leur protection, en Guinée, selon le président Mamady Kaba, cette année est loin d'être rose.

Selon lui, dans ce domaine, l'année 2017 a été une épreuve difficile pour l'institution et pour tous les défenseurs des droits humains en Guinée.

« L'année 2017 a été une année très difficile pour les droits de l'Homme et pour les défenseurs des droits de l'Homme, parce que nous avons connu assez de violences cette année. C'est vrai qu'elle n'a pas été pire que les années précédentes, mais nous avons enregistré beaucoup de morts pendant les manifestations politiques et même sociales. La particularité cette année c'est que des élèves ont été tués et ça c'est inacceptable ».

Il a fait cas des exactions sur les journalistes durant l'année 2017 : « nous avons connu aussi des violences perpétrées sur des journalistes, des journalistes qui ont été violentés pour leur appartenance à la profession. Parce que si le matériel de travail a été saccagé, cela signifie qu'on leur en voulait parce qu'ils sont simplement des journalistes. Ce qui est aussi inacceptable. Donc il y a eu beaucoup de défis cette année, concernant notamment la jouissance des droits civils et politiques ».

Pour faire face à cette situation, le président de l'INIDH indique qu'une réforme de l'institution constitutionnelle est nécessaire. Selon lui, cela permettra d'apporter une amélioration dans la jouissance des droits et des libertés en Guinée. Il appelle dans le même temps les autres institutions de la République à jouer pleinement leur partition dans ce combat.

Le président Mamady Kaba engage la responsabilité des institutions républicaines dans ce combat : « Toutes les institutions de la République doivent agir, travailler conformément à la loi. Ces institutions sont les piliers de l'Etat de droit, il faut qu'elles prennent toutes leurs responsabilités, qu'elles travaillent conformément à la loi, qu'elles ne cherchent pas à faire plaisir à des individus ou à des groupes d'individus. Il faut chercher à défendre l'intérêt supérieur de la nation et faire en sorte que les populations trouvent dans les institutions, des voies crédibles de recours. Cela va contribuer à la stabilité du pays et à la promotion de l'unité nationale ».

Alpha Camara

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

Moustapha Naïté sur le bilan de 2017 et les perspectives pour 2018

Le vendredi 29 décembre 2017, le ministre de la Jeunesse, Moustapha Naïté, accompagné de certains cadres de son département, était face à la presse dans un hôtel de la place, pour dresser le bilan de l'année 2017 qui s'achève et parler des perspectives pour 2018.

Parmi les acquis à mettre à l'actif de son ministère en 2017, Moustapha Naïté a cité entre autres : la prise en compte des doléances issues de la Consultation nationale de la jeunesse avec la création d'une structure faîtière de la jeunesse; le processus de mise en place du Conseil National des Jeunes (CNJ) de Guinée en phase très avancée aujourd'hui ; le programme d'accompagnement de l'exigence sociale des adolescents et jeunes, le projet « Démarrage », qui a vu le lancement de 25 entreprises opérationnelles à ce jour à hauteur de plus de six milliards GNF ; le Vendredi de l'Entreprenariat avec le Fonds National d'Insertion de la Jeunesse (FONIJ), la nouvelle version du centre d'apprentissage et d'incubation des métiers de la confection, qui démarrera en début d'année. Sans oublier les travaux à haute intensité de main-d'œuvre, le projet de pavage à Kaloum et à Matoto, la construction et l'équipement des maisons de jeunes et le projet de construction du palais de la Jeunesse et de la Culture.

Des efforts ont été également déployés par le département de la Jeunesse, en collaboration avec l'OIM, dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine. A ce jour, au moins 4.487 migrants guinéens ont été identifiés en Libye, dont 1676 bloqués dans 8 centres de détention. « Comme activités phares, nous avons pu mobiliser des ressources pour le Programme national de l'insertion des jeunes qui est inscrit dans le PNDES qui est à environ 135 millions d'euros. A date, 65 millions d'euros sont mobilisés, environ 57%. Sa mise en œuvre débute dès le début du premier trimestre 2018 », a-t-il annoncé à la presse. Le ministre Moustapha Naïté a toutefois reconnu que l'année 2017 aura été très difficile, son département ayant été régulièrement critiqué, interpellé et attaqué aussi bien par des jeunes que par certains médias. Il a déploré le drame des migrants.

Avec un budget de 64 milliards en 2018, le ministre de la Jeunesse s'est dit confiant par rapport aux perspectives pour la nouvelle année. « Pour 2018, on va œuvrer pour la mise en place du Conseil National des jeunes (CNJ) de Guinée. Il y a aussi les initiatives présidentielles qui sont en cours, les initiatives au niveau du ministère de la Jeunesse et d'autres structures de l'État. Pour l'année qui pointe à l'horizon, il faut s'attendre à la mise en œuvre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne, c'est-à-dire les 65 millions d'euros. Je pense que beaucoup de jeunes, à travers ce Fonds, vont bénéficier de cela », a-t-il déclaré.

Oumar Soumah

ARÈNE POLITIQUE GUINÉENNE

Le système que dénonce Mohamed Touré du PDG-RDA

Mohamed Touré est le Secrétaire général du PDG-RDA. Dans ses interventions, il a dénoncé le système qui est instauré par certains leaders politiques sur la scène politique guinéenne pour se faire de l'argent sur le dos de l'Etat.

Le Secrétaire général du PDG-RDA a fustigé le système qui caractérise la classe politique guinéenne : *« Le système est incarné par un groupe de politiques. Ce n'est pas le RPG Arc-en-ciel. Certes il est aujourd'hui le parti au pouvoir, mais il n'est pas certainement le seul qui entretient ce système. Non ! Bien au contraire. Regardez comment cela se passe, c'est très facile. Nous avons toujours dit que nous avons assumé le Parti-Etat en tant que phase évolutive du système de démocratie participative et directe».*

Il a par ailleurs parlé du manque de responsabilité des formations politiques : « Aujourd'hui, c'est l'Etat-Parti qui s'impose à nous. Un parti qui est rejeté pratiquement. En tout cas toutes les manifestations aujourd'hui le montrent. Les partis s'opposent les uns aux autres pour ces communales au sein des mêmes formations politiques. Par exemple, nous avons vu à Kérouané où la CEPI qui a été purement et simplement fermée par la vindicte des militants. Cela n'est pas le PDG et ça n'a jamais été le PDG ».

En poursuivant ses propos, il a fustigé le poste de chef de file de l'opposition qui ne représente rien dans les systèmes politico-juridico-administratifs : « Quand on parle de système, je vais plus loin, vous avez par exemple un poste qui a été créé sur mesure et qui, peut-être, n'est pas seulement propre à la Guinée mais qui appartient à tous les systèmes politico-juridico-administratifs qui sont mis en place un peu partout. Je parle du poste de chef de file de l'opposition. Ça représente quoi ? Avec une cagnotte de 500 millions GNF du contribuable. Qu'est-ce qu'il fait pour avoir cela ? Donc le système est incarné par tous ces gens-là ».

Parlant d'un troisième larron politique, il a indexé le poste du président de l'UFR, Sidya Touré : « On lui calfate une fonction qui tombe de nulle part, Haut Représentant du Chef de l'Etat. Il est de l'opposition pourtant, pour lui donner des murs capitonnés, pour lui donner une voiture avec chauffeurs à livrer, pour lui donner une sécurité et garde du corps (…), Toutes choses qui sont des dépenses de l'Etat et certainement une enveloppe cossue à la fin du mois. C'est tout ça que j'appelle le système ».

Selon lui, les politiciens guinéens se battent pour leurs intérêts propres : « Tout ce système appelle à la corruption, les gens ne se manifestent pas politiquement. C'est parce qu'au bout du compte, il y a de l'argent, c'est lucratif et ils se lèchent les babines. Vous constaterez que tout le monde vient et veut faire semblant de faire de la politique. Ils crient parce qu'au bout du compte, d'une manière ou d'une autre, pour le taire ou l'utiliser, on lui donne une somme d'argent ».

Alpha Camara

A PROPOS DE LA DESSERTE EN ÉLECTRICITÉ

«Il est nécessaire que chacun paie ce qu'il consomme», *dixit la ministre des Finances*

Le courant électrique commence déjà à manquer dans les différents quartiers de Conakry. Une situation à laquelle sont habitués les citoyens de la capitale après la fin des pluies. Mais, pour Maladho Kaba, ministre de l'Economie et des Finances, l'Electricité de Guinée (EDG), la société en charge de la gestion et de la distribution du courant électrique produit à perte. Car, selon elle, les dépenses investies dans la production du courant ne sont jamais couvertes par les recettes obtenues à partir du paiement des factures émises par EDG.

« Imaginez que vous êtes un commerçant à Madina. Vous achetez votre marchandise à 1300 GNF et on vous oblige à la revendre à 300 ou 500 GNF. C'est malheureusement la situation qu'on a aujourd'hui dans le cadre de l'électricité. La production nous coûte cher et on ne recouvre pas assez. Parce qu'on n'a pas raccordé suffisamment de gens aux compteurs qui permettent à l'entreprise d'augmenter les recouvrements, les facturations », a-t-elle expliqué récemment lors d'une conférence de presse.

Pour elle, il est nécessaire que chacun paie ce qu'il consomme : « Il faut que chacun se mette à payer ses factures. On ne peut pas reposer sur un nombre réduit de personnes qui payent les factures alors que beaucoup plus consomment et ne payent pas. Vous voyez bien qu'il y a déséquilibre ».

Améliorer la réhabilitation du réseau électrique et résoudre certains problèmes techniques, ce sont les défis de l'administration. « Aujourd'hui, la question, c'est comment est-ce qu'on fait pour améliorer la situation financière d'EDG ? Comment est-ce qu'on fait pour régler un certain nombre de questions techniques, améliorer la réhabilitation du réseau, faire en sorte qu'il y ait moins de pertes techniques pour que la facturation d'EDG augmente ? Cela est aussi une question importante », a-t-elle précisé.

Au-delà des ménages, la disponibilité du courant électrique permet l'industrialisation du pays. C'est ce qui, dit-elle, va accroître la richesse : « L'énergie est importante pour transformer nos produits pour ne pas se contenter d'extraire les matières premières et puis les vendre. Ce qui rapporte, ce qui accroît la richesse, c'est quand on transforme les produits ».

Chérif Djiba Sano

KINDIA

Un bébé de 2 mois abandonné à la gare routière

Les syndicats de la gare routière, dans la commune urbaine, ont été informés le lundi 25 décembre 2017 aux environs de 17 heures de l'abandon d'un bébé. Il s'agit d'un bébé âgé de deux mois, qui a été abandonné par sa mère dans les mains d'une femme.

Selon nos informations, c'est une jeune fille âgée d'une vingtaine d'années qui était venue à la gare routière avec son bébé en main et un sac en plastique dans l'intention de voyager sur Conakry. Aussitôt, elle a confié son bébé à une autre femme qui attendait elle aussi le véhicule et elle a disparu dans la nature. Celle-ci a alerté les responsables syndicaux et le commissariat central.

Selon un constat fait sur place, ce bébé serait abandonné par une nourrice méconnue de la ville. Sur les circonstances, Fanta Fofana s'en explique : « C'est aux environs de 13 heures, j'étais assise avec mon mari à la gare routière dans l'attente d'un taxi pour voyager. Puisqu'il n'y avait pas de véhicule, cette fille est venue me dire qu'elle partait aussi à Conakry. Elle m'a dit de garder son bébé et son sac, le temps pour elle d'aller acheter quelque chose juste à côté, j'ai accepté. Mais de 13h jusqu'à 17 heures, elle n'est pas revenue. Inquiète, je suis allée faire une déclaration au niveau du bureau syndical des transporteurs. Celui-ci m'a demandé de partir au commissariat central pour faire ma déclaration. C'est ainsi que vous nous avez trouvés ici…»

Interrogé, le chef section de l'Office de Protection du Genre, Enfance et Mœurs du commissariat central de Kindia explique : « Nous avons reçu Mme Fanta Fofana avec un bébé en main en compagnie de son mari nous déclarant qu'une jeune fille lui a confié son bébé depuis la journée et elle n'est plus revenue. Immédiatement, nous avons informé le procureur qui nous a instruits de confier le bébé à la dame jusqu'au matin. Chose que nous avons faite en attendant l'ouverture des enquêtes afin de retrouver cette fille que nous qualifions de criminelle puisque c'est un crime », confie le capitaine Boiro, chef section Office de Protection du Genre, Enfance et Mœurs.

A préciser que le bébé a été mis à la disposition de Fanta Fofana jusqu'à ce mardi matin avant la décision du procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Kindia.

A signaler que dans le sac en plastique que la fille a laissé, un carnet de consultation du centre de santé de la commune rurale de Damankania a été retrouvé sur lequel le nom de l'enfant est noté ainsi que celui du mari et d'un numéro de téléphone.

A Kindia, la découverte des bébés n'est pas un fait nouveau. Par le passé, d'autres cas ont été rapportés aux autorités.

Chérif Djiba Sano

SUIVI PARTICIPATIF DES POLITIQUES PUBLIQUES

Les acteurs de la société civile se penchent sur la question à Conakry

Du 26 au 28 décembre 2017, la salle des actes du palais du peuple a abrité une concertation nationale autour des politiques publiques dans les domaines de la Santé et de l'Education. Cette rencontre a réuni les acteurs de la société civile pour le suivi des politiques publiques, une coalition de trois organisations, à savoir : le Balai citoyen, la CONASOC et le CNOSC.

L'objectif était de mettre en synergie les différentes structures de base pour faire un monitoring des politiques publiques dans le domaine de la Santé et de l'Education pour vérifier l'adhésion des populations au niveau de ces politiques et vérifier leur mise en œuvre correcte et leur efficacité.

Au sortir de la cérémonie de lancement des ces travaux, le président du CNOCS, Dr Dansa Kourouma, a fait remarquer que suite à un constat réalisé, il ressort que l'Etat guinéen adopte des documents pertinents stratégiques lors des ateliers. Mais, poursuit-il, on se rend compte que les citoyens ne participent pas à la définition de ces orientations.

«D'abord, l'enquête de base est parfois biaisée et ensuite ce sont les cadres qui se retrouvent dans les bureaux, les hôtels pour adopter des politiques pour les appliquer sur des populations qui n'ont pas été associées à

l'identification de leurs besoins. Du coup, leur mise en œuvre souffre d'un problème d'efficacité. Le plus souvent, les ressources allouées sont gonflées et les stratégies évoquées ne permettent pas d'atteindre les objectifs fixés par la politique», révèle Dr Dansa Kourouma.

Pour lui, la société civile est parfois consultée par l'Etat dans la définition de certaines politiques notamment dans le domaine de la reproduction, de l'emploi et de l'éducation. Mais le président du Conseil National des Organisations de la Société Civile regrette le fait que la société civile ne soit appelée que dans la validation du document final.

«Cette fois-ci, nous avons anticipé et c'est pourquoi il faut travailler à la base, remonter au niveau régional et national pour que désormais nous soyons unis devant les intérêts de la population parce que nous avons une obligation de les défendre mais sur la base d'une analyse holistique de leur problème», dit Dr Dansa Kourouma.

Cette concertation de la synergie de plateformes de la société civile de trois jours, dira Ansa Diawara, permettra à travers des groupes thématiques, d'impliquer l'ensemble des acteurs et partenaires du projet en vue de le finaliser et le valider dans un rapport final au bénéfice de notre cher pays.

Chérif Djiba Sano

GUÉCKEDOU

Le ministre Gassama Diaby exprime son soutien à l'association des anciens fonctionnaires de la préfecture

A la mémoire des victimes de la rébellion de 2000 et 2001, du virus d'Ebola et pour la renaissance de Guéckedou, l'Association des Anciens Fonctionnaires et Amis de Guéckedou (AAFAG) compte construire une stèle dans la commune urbaine de Guéckedou, élaborer un plan stratégique opérationnel de trois ans et rechercher les ressources pour sa mise en œuvre. Cette annonce a été faite par Dr Mazid Chérif, Président de l'AAFAG, à travers un point de presse qu'il a tenu le samedi, 30 décembre 2017 à la maison commune des journalistes.

Fasciné par cette structure, le ministre de l'Unité nationale et de la Citoyenneté, Kalifa Gassama Diaby, dit qu'il soutient cette association, qui n'a aucun lien avec l'esprit divisionniste. « *Je me suis intéressé à l'histoire de Guéckédou. Ce qui m'a fasciné dans cette démarche, c'est l'expression du cœur des membres de cette structure, qui, en se fréquentant, ont fini par exprimer le sentiment du cœur, qui ne soit lié ni à l'identité biologique, ni à l'identité culturelle. Cette expression du sentiment est un des éléments essentiels pour la construction d'une nation. Donc, c'est une pépinière, Guéckedou. Cette association est l'esquisse de ce que nous avons besoin fondamentalement au niveau de tout le pays. Et, on parle de fonctionnaires qui sont des serviteurs de l'Etat, qui ont servi la Guinée à partir de Guéckedou et qui ont tiré une expérience et une histoire de fraternité et d'amitié. Alors, il est de mon devoir, mais aussi d'enfant de Guinée de me joindre à vous. Je vous exprime ici mon soutien, ma solidarité, mais aussi mes encouragements afin que cette dynamique soit un prétexte pour construire un ensemble, une communauté nationale dans notre pays…»,* a indiqué Kalifa Gassama Diaby, ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté aux membres de l'Association des Anciens Fonctionnaires et Amis de Guéckedou (AAFAG).

Pour rappel, l'AAFAG a été créée le 26 mars 2011 pour raffermir et fructifier les relations entre les membres pour permettre de s'impliquer dans la réhabilitation socioéconomique de la préfecture martyre de Guéckedou et le développement de la Guinée.

Chérif Djiba Sano

CCML

La journée de la Corée du Nord célébrée en Guinée

L'événement ''Conakry, Capitale Mondiale du Livre'' (CCML), c'est aussi renforcer les liens d'amitié et les échanges culturels. Après la journée du Maroc, du Burkina Faso et d'autres, le commissariat général a célébré le dimanche 24 décembre 2017, à la Maison des écrivains de Guinée, sise à Taouyah, la Journée de la Corée du Nord. A cette occasion, plusieurs œuvres ont été exposées.

Plusieurs personnalités du monde littéraire et une forte délégation coréenne ont effectué le déplacement. Selon les organisateurs, cette journée du 24 décembre commémore la nomination du dirigeant Kim Jong Un à la tête de l'armée populaire de Corée du Nord.

A l'ouverture de la cérémonie, des personnalités guinéennes ayant passé des séjours dans ce pays ont tour à tour livré leur témoignage de reconnaissance à leurs hôtes. Parlant des efforts de la Corée vers la Guinée, ils ont parlé de l'aide agricole que le père Kim Il Sung a apportée à la Guinée. La construction du centre de Kilissi et autres…

Dans son témoignage, le fils du premier président guinéen, Mohamed Touré, a rappelé les souvenirs de son ultime voyage en Corée du Nord. « Je sais qu'il y a des années et des années, les deux pays ont tissé des relations culturelles et ce, pour le renforcement des capacités techniques, scientifiques, technologiques de ces nations. Quand j'ai eu la chance de faire une visite en Corée et que j'ai vu des troupes et chorales coréennes chanter avec précision et magnificence des chansons populaires guinéennes, cela prouve que les relations entre ces deux pays ne datent pas d'aujourd'hui et qu'elles reposent sur un socle solide, celui des peuples et cela prouve que l'avenir est pour le progrès de ces relations, sur le plan culturel, économique et humain en général », a-t-il confié.

Fortement mobilisé pour venir assister à cette cérémonie qui marque la connaissance de la culture coréenne aux Guinéens, le chef de la délégation coréenne, O Yong Il, s'est dit très satisfait de la célébration de la journée : « La date du 24 décembre est une date historique chez nous ; elle marque la nomination du camarade Kim Jong Un, à la tête de l'armée populaire de Corée. L'objectif de notre visite est de faire un échange culturel à travers cette exposition, et renforcer la coopération et l'amitié entre nos deux pays ». Avant de clore son intervention, il a mis l'occasion à profit pour remercier la Guinée, à travers ''Conakry Capitale Mondiale du Livre''.

Représentant le ministre des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique, Abdoulaye Diallo a parlé des mérites des Coréens en ces termes : « Le Coréen est prêt à mourir pour sa nation, à renoncer à des milliards, si cela doit porter préjudice à l'intégrité de sa nation. C'est un exemple pour nous les peuples africains. Qu'on se prenne en charge et qu'on arrête de toujours regarder vers le Nord et tendre les mains, et à se dire, ''oui je suis conscient que je peux faire quelque chose, je vais m'y mettre et ne pas attendre qu'on nous aide toujours''. C'est une question de responsabilité. Donc soyons responsables, prenons notre avenir en main ».

A noter que cette cérémonie a pris fin par la remise de lots de livres au commissariat général de CCML par la délégation de Corée.

Alpha Camara

MUSIQUE POPULAIRE

Le troisième album de l'artiste Levi ''BOBO'' déjà disponible

Le concert-dédicace de l'album ''Papa Nan Na'' de l'artiste TAHIROU Somparé, connu sous le sobriquet de ''Levi Bobo'' s'est déroulé le vendredi 29 décembre 2017 au palais du peuple. A un jour de cette cérémonie, l'artiste et son manager ont animé un point de presse dans une boîte de nuit de la place.

Selon Hady Habib Dramé, le manager de l'artiste, après deux albums qui ont fait vibrer le cœur des mélomanes, l'artiste Levi Bobo est revenu avec un troisième album qui cartonne déjà. « Comme son tout premier album intitulé ''BOBO'' et son deuxième album ''Gbalan Gbalan'', il est revenu avec l'album ''Papa Nan Na'' qui cartonne déjà en Guinée ».

Au palais du peuple, toutes les dispositions ont été prises par SAFICO Multimédia pour assurer le bon déroulement de cette dédicace.

Sur son parcours artistique, il a mentionné ceci : « mon premier

album est sorti le 23 septembre 2011 au palais du peuple, le deuxième est sorti à Belvédère le 13 février 2015 et le troisième qui sort le vendredi 29 au palais du peuple. Cet album est un album costaud qui comporte des chansons d'amour, de paix et autres ».

Le morceau ''Papa Nan Na'' est le premier extrait de cet album original inspiré par l'artiste lui-même. Cet album est un véritable mélange de sonorités traditionnelles et modernes. Riche de plusieurs tournées à travers l'Afrique, l'Europe et les Etats-Unis, ''Papa nan na'' qui se veut tradi-moderne servira de pont entre le traditionnel et le moderne.

Alpha Camara

PHASE FINALE DU CHAN 2018

Le compte à rebours commence

Le 12 janvier prochain, sera donné au Maroc le coup d'envoi de la phase finale de la 5ème édition du Championnat d'Afrique des nations (CHAN). La Guinée se retrouve dans le groupe A (basé à Casablanca), en compagnie du Maroc (pays hôte), de la Mauritanie et du Soudan.

Il faut rappeler que le Championnat d'Afrique des nations Total (CHAN) est une compétition internationale de football en Afrique, organisée par la Confédération africaine de football (CAF) tous les deux ans en alternance avec la CAN, dont la particularité est que seuls les joueurs évoluant dans un club de leur pays peuvent y participer. L'idée du CHAN est née en septembre 2007 à Johannesburg en Afrique du Sud au cours d'une première réunion du comité exécutif de la Confédération africaine de football, et est confirmée en janvier 2008, avant la CAN 2008. L'objectif de la CAF est de créer une belle vitrine pour les footballeurs des championnats africains et donner aux joueurs locaux une chance de s'exprimer au niveau international.

En février 2008, face au Soudan et à l'Egypte, la Côte d'Ivoire est unanimement choisie par le comité exécutif de la CAF présidé alors par le Camerounais Issa Hayatou pour abriter la première édition du CHAN devant se dérouler du 22 février au 8 mars 2009. Après cette décision, la CAF a établi le calendrier des qualifications au CHAN 2009. Le Comité exécutif a décidé, pour la deuxième édition du CHAN et les éditions suivantes, de porter le nombre d'équipes qualifiées de 8 à 16 pour la phase finale. En 2016, c'est le Rwanda qui a eu l'honneur d'abriter la 4ème édition du CHAN. La Guinée, dont c'était la première participation, a terminé à la quatrième place, derrière la République démocratique du Congo (RDC), le Mali et la Côte d'Ivoire. L'organisation de la 5ème édition, prévue en ce début d'année 2018, a été finalement confiée au Maroc après la disqualification du Kenya. Le tirage au sort de la phase finale s'est effectué le 17 novembre 2017 à Rabat. La Guinée se retrouve dans le groupe A (basé à Casablanca), en compagnie du Maroc (pays hôte), de la Mauritanie et du Soudan. A noter que pour arracher son ticket de qualification, le Syli local de Guinée s'est débarrassé tour à tour de la Guinée-Bissau et du Sénégal. Bonne chance aux poulains de l'entraîneur Kanfory Bangoura.

Oumar Soumah

FOOTBALL

L'incroyable descente aux enfers de l'Ivoirien Emmanuel Eboué

Finaliste de la Ligue des Champions européenne et de la CAN, il y a plus de 10 ans, appelé chez les Eléphants à 79 reprises, Emmanuel Eboué est désormais ruiné. L'ancien latéral droit d'Arsenal, qui vit un divorce difficile, a même pensé au suicide.

Le 17 mai 2006, Emmanuel Eboué, maillot d'Arsenal sur les épaules, affronte le Barça en finale de la Ligue des Champions, il s'apprête également à disputer la première Coupe du Monde de l'histoire de son pays après avoir échoué quelques mois plus tôt en finale de la CAN contre l'Egypte. Financièrement, tout va bien ; l'ancien de l'ASEC vit dans un manoir et conduit des voitures de sport.

Onze ans plus tard, après un départ de Londres en 2011 et un passage de quatre ans à Galatasaray (Turquie), la vie d'Emmanuel Eboué n'a plus rien à voir. Une suspension d'un an suite à un litige avec son ancien agent l'empêche de revenir en Premier League en 2016 ; un

divorce lui fait perdre gros, d'un point de vue financier, matériel, mais aussi affectif. Son obsession désormais : fuir les huissiers comme il le confie dans les pages du *Mirror*, un journal britannique.

De retour dans la capitale britannique, il n'a plus les moyens de se payer un avocat et craint d'être prochainement chassé de chez lui. Aujourd'hui, l'international ivoirien lave ses habits à la main et utilise les transports publics à Londres. Celui qui ne voit plus ses enfants depuis plusieurs mois avoue même avoir pensé au suicide.

A 34 ans, il veut que son histoire serve d'exemple aux plus jeunes, y compris en Afrique. Sur les réseaux sociaux, elle n'a en tout cas pas laissé insensible certains supporters d'Arsenal, un club qu'Emmanuel Eboué a défendu pendant près de 6 ans. En attendant, selon un media turc, Fatih Terim, tout nouveau coach de Galatasaray, lui aurait proposé de devenir l'entraîneur-adjoint des U14 du club stambouliote. Une première main tendue...

Source : Rfi

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

5ème Edition du Championnat d'Afrique des Nations, CHAN Total - Maroc 2018
5th Edition of the African Nations Championship, CHAN Total - Morocco 2018

Calendrier du Tournoi Final / Fixtures of the Final Tournament
13.01.2018 - 04.02.2018

Group A: Casablanca - Group B: Marrakech - Group C: Tanger - Group D: Agadir

No.	Match	Group(e)	Date	Time/Heure	Venue/Lieu
	Group matches/Matches de groupe				
1	Maroc vs. Mauritanie	A	13.01.2018	19H30	Casablanca
2	Guinée vs. Soudan	A	14.01.2018	14H30	Casablanca
3	Côte d'Ivoire vs. Namibie	B	14.01.2018	16H30	Marrakech
4	Zambie vs. Ouganda	B	14.01.2018	19H30	Marrakech
5	Libye vs. Guinée Equatoriale	C	15.01.2018	16H30	Tanger
6	Nigeria vs. Rwanda	C	15.01.2018	19H30	Tanger
7	Angola vs. Burkina Faso	D	16.01.2018	16H30	Agadir
8	Cameroun vs. Congo	D	16.01.2018	19H30	Agadir
9	Maroc vs. Guinée	A	17.01.2018	16H30	Casablanca
10	Soudan vs. Mauritanie	A	17.01.2018	19H30	Casablanca
11	Côte d'Ivoire vs. Zambie	B	18.01.2018	16H30	Marrakech
12	Ouganda vs. Namibie	B	18.01.2018	19H30	Marrakech
13	Libye vs. Nigeria	C	19.01.2018	16H30	Tanger
14	Rwanda vs. Guinée Equatoriale	C	19.01.2018	19H30	Tanger
15	Angola vs. Cameroun	D	20.01.2018	16H30	Agadir
16	Congo vs. Burkina Faso	D	20.01.2018	19H30	Agadir
17	Soudan vs. Maroc	A	21.01.2018	19H00	Casablanca
18	Mauritanie vs. Guinée	A	21.01.2018	19H00	Marrakech
19	Ouganda vs. Côte d'Ivoire	B	22.01.2018	19H00	Marrakech
20	Namibie vs. Zambie	B	22.01.2018	19H00	Casablanca
21	Rwanda vs. Libye	C	23.01.2018	19H00	Tanger
22	Guinée Equatoriale vs. Nigeria	C	23.01.2018	19H00	Agadir
23	Congo vs. Angola	D	24.01.2018	19H00	Agadir
24	Burkina Faso vs. Cameroun	D	24.01.2018	19H00	Tanger
	Quarter Finals - Quarts de finale				
25	1st A vs. 2nd B		27.01.2018	16H30	Casablanca
26	1st B vs. 2nd A		27.01.2018	19H30	Marrakech
27	1st C vs. 2nd D		28.01.2018	16H30	Tanger
28	1st D vs. 2nd C		28.01.2018	19H30	Agadir
	Semi-Finals - Demi-Finales				
29	Win. 25 vs. Win. 28		31.01.2018	16H30	Casablanca
30	Win. 26 vs. Win. 27		31.01.2018	19H30	Marrakech
	3rd Place match - Match de classement				
31	Loser 29 vs. loser 30		03.02.2018	19H00	Marrakech
	Final/Finale				
32	Win. 29 v Win. 30		04.02.2018	19H00	Casablanca

Group(e) A

A 1	Maroc
A 2	Guinée
A 3	Soudan
A 4	Mauritanie

Group(e) B

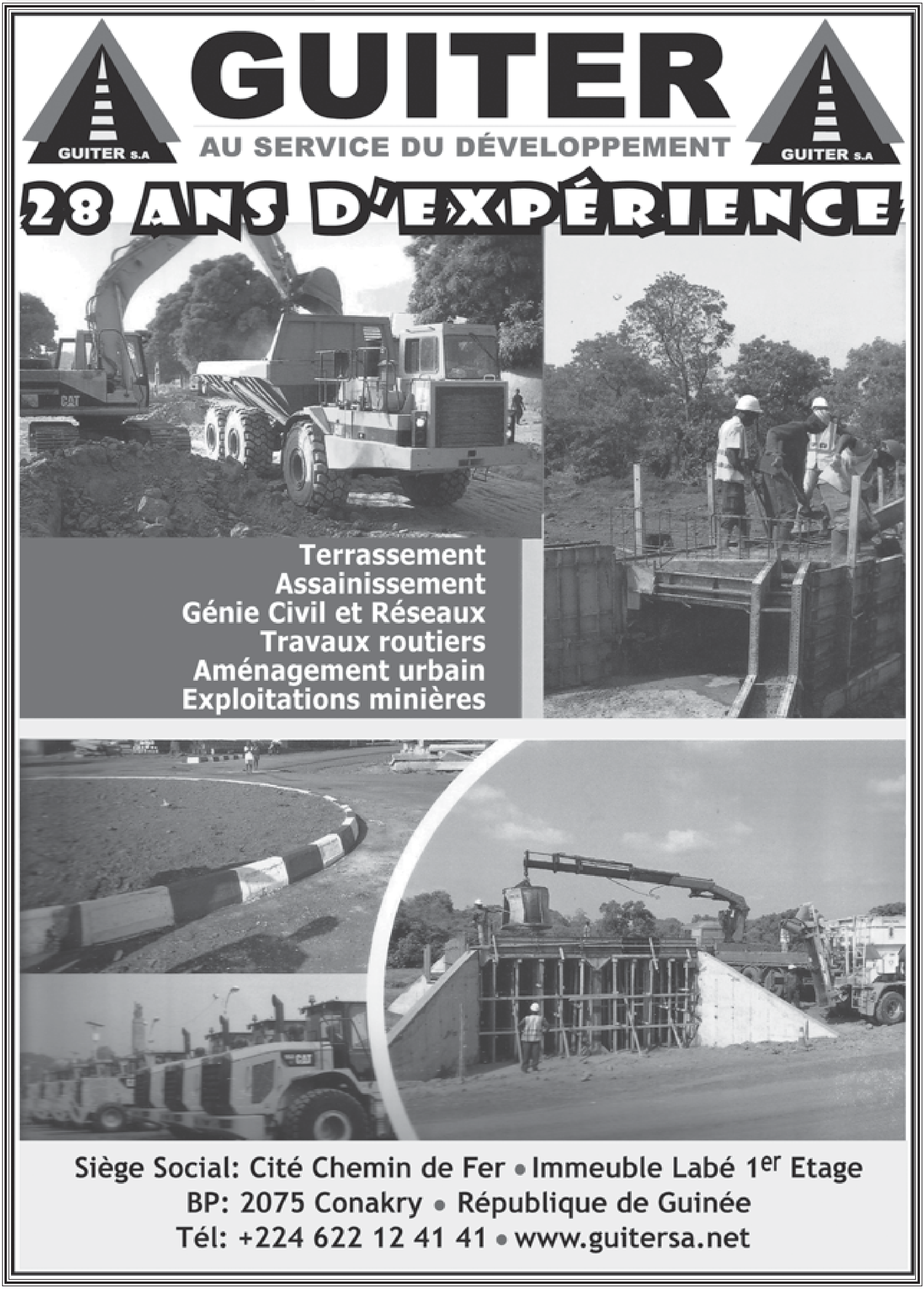
B 1	Côte d'Ivoire
B 2	Zambie
B 3	Ouganda
B 4	Namibie

Group(e) C

C 1	Libye
C 2	Nigeria
C 3	Rwanda
C 4	Guinée Equatoriale

Group(e) D

D 1	Angola
D 2	Cameroun
D 3	Congo
D 4	Burkina Faso


GUITER S.A
GUITER
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT
GUITER S.A
28 ANS D'EXPÉRIENCE
Terrassement
Assainissement
Génie Civil et Réseaux
Travaux routiers
Aménagement urbain
Exploitations minières
Siège Social: Cité Chemin de Fer • Immeuble Labé 1er Etage
BP: 2075 Conakry • République de Guinée
Tél: +224 622 12 41 41 • www.guitersa.net

La Préfecture de Pita, dans la Région Administrative de Mamou, au cœur de l'initiative présidentielle des fêtes tournantes de l'indépendance nationale, le développement des infrastructures alors que même l'intérieur du pays n'en disposait pratiquement plus. Aujourd'hui la ville de Pita offre un visage tout à fait différent dont les images parlent d'elles-mêmes.

LOGEMENT DU COMMISSAIRE CENTRAL DE POLICE DE PITA

LOGEMENT DES AGENTS DE LA POLICE ET DE LA GENDARMERIE DE PITA

MAISON DES JEUNES DE PITA